

Délibération n° 2020-12-03/4

Objet : Dérogations accordées par le Maire au repos dominical dans les établissements de commerce de détail – Arrêt de la liste des dimanches pour l'année 2021 – Avis du Conseil municipal

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 3 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le jeudi trois décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 27 novembre 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 27

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRALT
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS – Francine BOYER - Patricia NIVASSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST.

Absente excusée : Colette MORETEAU *pouvoir à* Christiane PISTRE - Véronique CHIREUX *pouvoir à* Isabelle GIANIEL.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

L'article L.3132-26 du Code du Travail, tel que modifié par la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques permet l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail dans la limite de 12 dimanches par an.

Lorsque le nombre de ces dimanches est supérieur à cinq, la décision du maire est prise après avis du Conseil municipal et avis préalable du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande de plusieurs commerces de détail présents sur le territoire communal, après consultation des organisations des employeurs, notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie et des salariés intéressés (principales organisations syndicales), le projet de liste des dimanches est le suivant :

Secteur d'activité Commune	Alimentation	Équipement du foyer, Électroménager, TV-HIFI	Équipement de la personne, Culture et loisirs	Automobile
	12	7	12	9
Pérols	03/01 – 10/01	10/01 – 27/06	03/01 – 10/01	17/01 – 14/03
	20/06 – 27/06	05/09 – 28/11	20/06 – 27/06	13/06 – 11/07
	25/07 – 01/08	05/12 – 12/12	25/07 – 01/08	19/09 – 17/10
	08/08 – 28/11	19/12	08/08 – 28/11	05/12 – 12/12
	05/12 – 12/12		05/12 – 12/12	19/12
	19/12 – 26/12		19/12 – 26/12	

Après consultation et concertation, cette liste a fait l'objet d'un avis favorable de la part des organisations concernées.

A titre de rappel, certains types de commerces notamment les magasins de meubles et les jardineries disposent déjà d'une dérogation à l'obligation de repos le dimanche en application des articles L.3132-12 et R.3132-5 du Code du Travail. Depuis la loi du 6 août 2015 susvisée, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en termes de rémunération et de repos compensateur.

Vu l'avis conforme rendu le 23/11/2020 par le Conseil de Métropole,

Sur la base de ces informations et de la législation en vigueur, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable concernant la liste des dimanches où le repos peut être supprimé, par décision du Maire, sur le territoire municipal pour l'année 2021.
- Autoriser monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 28 voix (1 contre : L. TATON).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 3 décembre 2020

Le Maire

Jean-Pierre RICO

